

Document de travail¹

Table ronde 3 :

Les diasporas : actrices du développement économique, social et culturel²

1. Pourquoi l'implication des diasporas importe pour le développement durable

Comme le souligne le *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*³ (PMM), les diasporas apportent une contribution de poids, financière ou non, au développement durable. Prenant la forme d'envois de fonds, d'échanges commerciaux, d'investissements, d'entrepreneuriat, de transfert de connaissances et d'échanges culturels, entre autres, ces contributions stimulent le **développement économique, social et culturel** des pays et communautés d'origine, de transit et de destination.

Le présent document de travail considère les diasporas comme étant des **communautés d'émigrants et de leurs descendants qui s'identifient avec leur pays d'origine avec lequel elles conservent des liens étroits**.⁴ Cette définition implique que tous les membres d'une diaspora ne sont pas des migrants (en effet, les descendants des migrants ne sont pas migrants eux-mêmes) et que tous les migrants ne font pas partie d'une diaspora puisque certains ne ressentent plus ce sentiment collectif d'appartenance à leur pays d'origine, ce qui est l'une des caractéristiques des membres d'une diaspora.⁵ Cependant, en pratique, l'engagement d'une diaspora englobe tous les migrants, tant il est vrai que l'attachement au pays d'origine est souvent subjectif et dynamique.⁶ Si le sentiment collectif d'appartenance et d'auto-identification en tant que "diaspora" se retrouve plus rarement chez les jeunes générations, celles-ci peuvent toutefois être considérées comme membres d'une diaspora. Au vu de toutes ces subtilités, ne nous attardons pas trop sur la définition de travail.⁷ Plusieurs groupes divers et variés composent les diasporas avec, à la clé, des différences marquées en termes d'orientation des valeurs et d'appartenance parmi leurs membres

¹ Le présent document de travail présente les thèmes retenus pour la table ronde deux (TR2) du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) intitulée « Les diasporas : actrices du développement économique, social et culturel ». Il a été rédigé en consultation avec les membres de la table ronde 3 par le PNUD (en sa qualité de rédacteur), sous la direction des coprésidents, à savoir le Mexique (Jorge González Mayagoitia) et la Moldavie (Violina Donu). L'équipe de rédaction du PNUD est coordonnée par David Khoudour et composée d'Erick Hernández, de Dominik Kneer, d'Oxana Maciucă et de Charlotte Müller. Veuillez noter que le contenu de ce document ne reflète pas nécessairement les opinions et les positions officielles du rédacteur, de la présidence du FMMD ou des gouvernements ou des organisations internationales qui participent au processus du FMMD.

² Ces traductions ne sont pas encore considérées comme officielles. Elles sont mises à disposition à titre informatif en attendant la révision de la Présidence. Des ajustements peuvent être apportés ultérieurement.

³ [Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. 73/195. Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, 2019.](#)

⁴ [OIM, glossaire sur la migration, 2019.](#)

⁵ Cela concorde avec l'utilisation par le PMM des migrants et des diasporas.

⁶ Etant donné qu'elle se focalise sur la migration et les pays d'origine, cette définition n'englobe pas les diasporas historiques telles que la diaspora africaine composée de descendants d'Africains autochtones réduits à l'esclavage.

⁷ Cf. la discussion lors de l'atelier thématique du FMMD sur la "Culture, les récits et la mobilité humaine", 27 juin 2023 ([FMMD, atelier thématique sur la culture, les récits et la mobilité humaine \(Paris, 27 juin 2023\) résumé, 2023](#)).

multigénérationnels. Cette hétérogénéité impose de diriger les discussions en tenant compte de l'âge, du genre et des différents aspects de la diversité religieuse, ethnique et politique.

Si le présent document de travail reconnaît les contributions individuelles apportées par les membres d'une diaspora envers le développement durable, notamment sous la forme d'envois de fonds, l'accent se porte néanmoins sur les actions collectives comme, par exemple, les associations de villes natales, les investissements collectifs⁸ et les initiatives de développement local. Il est important de souligner que les actions individuelles sont elles aussi prises en compte dès lors qu'elles transitent par des canaux collectifs ; en effet, il est ressorti de discussions précédentes animées par la présidence française actuelle du FMMD que "l'importance des envois de fonds pour le développement est largement reconnue et documentée alors que l'impact de la contribution des diasporas dans d'autres domaines reste souvent méconnu."⁹

Le document reconnaît le rôle substantiel joué par les migrants et les diasporas dans le développement durable, eux qui apportent une contribution à leur pays de destination par leur travail, leur consommation de biens et services et leur capacité d'innovation ainsi que par leur apport social et culturel. Par ailleurs, les migrants et les diasporas peuvent faciliter la diffusion d'informations sur leurs réseaux à propos des dangers de s'engager dans une migration par le biais de canaux irréguliers tout en soutenant l'intégration sociale, économique et culturelle de leurs concitoyens dans leur pays de destination. Un débat approfondi portant sur ce type de contribution dépasserait toutefois la portée du présent document, qui se consacre au pays d'origine et qui traite également du rôle joué par les gouvernements et autres parties prenantes dans **le pays de destination** pour faciliter la contribution apportée par les diasporas à leur pays d'origine.

Le présent document de travail (et la table ronde qu'il prépare) tend à faciliter le dialogue entre les Etats membres et les autres parties prenantes sur la manière de **capitaliser sur les expériences faites, de tirer parti des bonnes pratiques et de proposer des actions possibles** tout en se focalisant sur trois aspects centraux - **l'engagement des diasporas en temps de crise, les outils numériques et l'action climatique** - qui, considérés comme des sujets émergents, n'ont pas encore fait l'objet de discussions fouillées dans le cadre du débat international sur les diasporas. Le PMM (et notamment l'objectif 19), l'Agenda 2030 pour un développement durable, les principales conclusions et résultats concrets du [Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement \(GFRID\) 2023](#), qui s'est tenu à Nairobi¹⁰, les trois éditions du [Forum mondial sur le futur des diasporas](#) ainsi que les conclusions du Sommet mondial de la diaspora 2022¹¹, à Dublin, et sa déclaration serviront de points de repère. Le PMM souligne l'importance de l'engagement financier, bénévole et philanthropique des diasporas lors des urgences humanitaires dans leur pays d'origine ; il appelle à établir, voire à renforcer, les mécanismes étatiques pour qu'ils fassent office de soutien et de facilitateurs et qu'ils se servent de plateformes numériques. De même, la Déclaration de Dublin reconnaît le statut de partenaires des diasporas lorsqu'il s'agit de surmonter des crises et défis sociétaux et humanitaires et d'atténuer les vulnérabilités qui découlent de certaines situations bien précises comme, par exemple, une pandémie, un conflit, les changements climatiques, une catastrophe environnementale ou naturelle, pour n'en citer que quelques-unes.

Dans ce contexte, penchons-nous sur les trois questions qui méritent toute notre attention :

1. **Le rôle des diasporas en temps de crise** : les effets de la multiplication des crises avec leur lot de conflits, d'épidémies, de déplacements forcés et de catastrophes naturelles ont mis en lumière l'importance que revêt les contributions des diasporas et souligné l'intérêt accru des Etats à mobiliser les diasporas en tout temps et pas uniquement en temps de crise.

⁸ Contributions financières coordonnées et envoyées aux pays d'origine via les organisations diasporiques.

⁹ [FMMD, atelier thématique sur la culture, les récits et la mobilité humaine \(Paris, 27 juin 2023\) résumé, 2023 \(p.3\).](#)

¹⁰ [FIDA, Groupe de la Banque mondiale, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement 2023. Rapport sur les résultats, 2023.](#)

¹¹ [Déclaration de Dublin, 2022.](#)

2. La question de savoir **comment se servir des outils numériques pour tirer profit de la mobilisation des diasporas** : l'essor des technologies de la communication et les restrictions de voyage pour cause de COVID-19 ont transformé les interactions et la communication dans le monde ; par ailleurs, les outils numériques ont ouvert de nouvelles perspectives.
3. La question de savoir **comment accroître la contribution des diasporas en faveur de l'action climatique** : à notre époque d'accélération des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, il est impératif de mettre en place des conditions favorables aux organisations diasporiques qui leur permettent de contribuer pleinement à l'adaptation et à la résilience face au changement climatique.

2. Les Etats ont un rôle majeur à jouer pour renforcer la contribution des diasporas envers un développement durable

Les Etats et autres parties prenantes, tant dans le pays d'origine que dans le pays de destination, jouent un rôle majeur dans le renforcement des contributions de la diaspora en faveur du développement durable dans leur pays d'origine.

Un des moyens de renforcer les liens avec la diaspora dans leur **pays d'origine** consiste à mettre en place des cadres politiques et des institutions spécifiques par le biais de processus inclusifs tenant compte de l'égalité des genres et qui impliquent toutes les parties prenantes, y compris les organisations de travailleurs et d'employeurs et les diasporas elles-mêmes. C'est le cas, par exemple, au Lesotho, en Somalie et en Gambie, trois pays qui ont adopté la Politique nationale d'engagement des diasporas. La Société financière de la diaspora africaine (ADFC) doit être mentionnée comme un des projets légués par l'Union africaine sur l'engagement de la diaspora. Font partie des initiatives visant à renforcer les contributions économiques des diasporas les programmes d'appariement de fonds,¹² les projets d'investissement, les obligations¹³, le co-financement¹⁴, les mécanismes de garanties d'emprunts par le biais de transferts de fonds¹⁵ ainsi que les reconnaissances. Le [Prix de l'investisseur en agrobusiness de la diaspora](#) est décerné par le ministère ougandais des Affaires étrangères avec le soutien de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; ainsi, les « agripreneurs » de la diaspora sont reconnus comme pourvoyeurs d'emplois dans le secteur agroalimentaire des pays d'origine. Les forums multipartites peuvent eux aussi aider à promouvoir les investissements, comme le montre l'exemple du Forum international des investisseurs de la diaspora au Cameroun. Pendant plus de deux décennies d'existence, un projet de développement au Sénégal financé par la France afin de promouvoir le développement local, économique et social a généré des changements institutionnels significatifs dans la politique de migration.

Les **dialogues, échanges et forums** convoqués par des Etats ou d'autres parties prenantes, à l'instar des [International South Meetings](#) ou des Journées annuelles nationales de la diaspora et autres congrès, sont un outil majeur de promotion des contributions sociales et culturelles. Différents acteurs peuvent également mettre en place ou soutenir des réseaux de diasporas et lancer des appels de sensibilisation spécifiques. Le [programme Raíces \(Racines\)](#) en Argentine entend ainsi renforcer les capacités scientifiques et technologiques du pays en favorisant les relations avec les chercheurs argentins et en les

¹² Initiatives dont les Etats peuvent se servir pour inciter financièrement leur diaspora en appariant les fonds qu'elle fournit aux projets de développement dans leur pays d'origine.

¹³ Instruments financiers émis par les Etats pour lever des capitaux auprès de leur diaspora contre une remise sur la dette gouvernementale.

¹⁴ Accords de financement collaboratifs qui prévoient que les diasporas et d'autres parties prenantes financent conjointement un projet précis.

¹⁵ Programmes financiers qui se servent des transferts de fonds des diasporas comme garantie pour octroyer des prêts ou un accès au crédit à des particuliers ou à des entreprises dans leur pays d'origine.

encourageant à rester au pays ou à y revenir. Le rôle des diasporas peut en outre être central dans l'élaboration de récits culturels. A cet égard, le programme d'AFFORD nommé [Return of the Icons](#) facilite le dialogue portant sur les objets et restes humains africains détenus par les musées et autres institutions culturelles du Royaume-Uni ; il met l'accent sur les efforts de préservation et plaide en faveur de leur éventuel rapatriement dans leur pays d'origine.

Compte tenu de la nature bénévole des contributions de la diaspora, il est important de rester en contact avec des employeurs du pays de destination pour s'assurer que les gens puissent développer leurs compétences et prendre congé pour s'impliquer dans des actions de développement. Les membres d'une diaspora peuvent recourir aux syndicats pour les aider à s'organiser. Les pays d'origine peuvent plaider en faveur de la protection des droits des émigrants dans les pays de destination et garantir que leurs compétences soient reconnues. La Chine a mis au point un cadre réglementaire pour protéger les droits et les intérêts des Chinois d'outre-mer (*Constitution de la République populaire de Chine, Loi sur la nationalité et Loi sur la protection des droits et intérêts des Chinois revenus d'outre-mer et des membres de leur famille*). Le ministère bangladais du Bien-être des expatriés et des Emplois d'outre-mer a fait la promotion de la loi sur l'emploi outre-mer et sur les migrants afin de réglementer les agences de recrutement, prévenir les fraudes et protéger les intérêts des demandeurs d'emploi et des travailleurs migrants à l'étranger tout en mettant en place des antennes chargées de l'emploi au sein des missions diplomatiques pour veiller sur le bien-être des travailleurs migrants et sur les négociations sur l'expansion du marché.¹⁶

La participation des diasporas s'accompagne de défis et d'intérêts divergents dont les gouvernements et autres parties prenantes doivent tenir compte pour renforcer la collaboration et promouvoir la viabilité à long terme des initiatives.

Un des défis clairement identifiés est le **manque de confiance mutuelle**¹⁷ qui règne entre les diasporas et les autorités, notamment après les conflits et lors de déplacements forcés. Pour améliorer la confiance entre les diasporas et les gouvernements, ces derniers peuvent impliquer dès le départ les organisations diasporiques dans les processus d'élaboration de politiques et de prise de décisions, voire nouer des partenariats formels avec les membres de la diaspora, faisant ainsi de ces derniers des partenaires à part entière. Un dialogue franc et transparent, des échanges continus et des consultations régulières sur les efforts en matière de développement sont autant d'éléments qui ne peuvent que favoriser les relations. L'Organisation internationale du travail (OIT) et son modèle de dialogue social tripartite entre employeurs, travailleurs et gouvernements illustre la manière dont les parties prenantes peuvent renforcer la confiance et l'engagement commun en faveur d'un développement axé sur le respect des droits. Le document d'orientation stratégique Société Civile et Engagement Citoyen 2023-2027 du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères entend intensifier le dialogue avec les organisations diasporiques afin que la démarche de consultation se mue en démarche de construction conjointe de politiques publiques. La reconnaissance du savoir-faire des diasporas et de leur contribution par le biais d'événements, de prix et de bureaux de diasporas dédiés, l'élaboration de stratégies claires sur les

¹⁶ [CNUCED, Examen de la politique des services du Bangladesh \(II\), 2016.](#)

¹⁷ Les échanges virtuels de la diaspora mondiale ont constaté les trois principaux défis auxquels la diaspora est confrontée : confiance, financement et durabilité. Cf. [OIM, GRFDT, CISAN, ADEPT, Maximizing Diaspora Engagement – Building Trust, Mobilizing Resources and Ensuring Sustainability: Insights and Reflections Paper, 2021. \(en anglais\)](#) L'EUDiF a produit une cartographie mondiale de la manière dont plus de 110 pays (englobant plus de 400 pratiques internationales) collaborent avec leur diaspora. Les défis principaux de cette participation sont l'absence de confiance, les capacités humaines et financières limitées, la polarisation de la diaspora et le contexte politique inadapté. Cf. [EUDiF, Diaspora engagement map.](#)

diasporas et l'institutionnalisation des échanges grâce à un conseil de diaspora sont autant de mesures à envisager.

Autre défi, le **caractère hétérogène et la fragmentation des diasporas** (nationalité, religion, politique, statut d'employeur ou de travailleur, statut socio-économique, genre et âge) qui peuvent rendre nécessaire la mise au point de programmes divergents et amener les Etats à catégoriser leur engagement en fonction des différentes catégories de membres des diasporas comme, par exemple, le segment des « personnes hautement qualifiées ». Des points de vue divergents sur le rôle des hommes et des femmes, que ce soit au sein d'une communauté diasporique, entre les sociétés des pays d'origine et de destination ou entre générations, constituent également des sources de tension potentielles. Or, les diasporas peuvent elles aussi contribuer à modifier sensiblement les valeurs et normes sociales des pays d'origine par le biais de ce que l'on appelle les **transferts sociaux** qui vont de l'adoption de techniques agricoles novatrices aux changements de schémas démographiques en passant par la promotion de l'égalité des genres et des valeurs démocratiques. La fragmentation se traduisant souvent par un manque de coordination parmi les organisations diasporiques et au sein de celles-ci, une coordination accrue s'impose, notamment grâce aux réseaux dédiés. Ainsi, la FAO a créé le premier [réseau de l'agrobusiness de la diaspora ougandaise \(UDAN\)](#), tandis que la plateforme pour les enfants et les jeunes migrants est un réseau international d'organisations de jeunes qui traite des questions liées à la migration et aux diasporas.

Les différences générationnelles peuvent entraver la participation des nouvelles générations. Les Etats peuvent préconiser des approches répondant à leurs intérêts et besoins spécifiques, par exemple en se focalisant sur un village ou un territoire précis du pays et non pas sur l'ensemble du pays. Mobiliser les jeunes générations, notamment les générations non migrantes, peut contribuer à soutenir, voire renforcer, le travail des aînés des diasporas. [L'initiative Switchboard](#) de Shabaka entend encourager les relations, les échanges et l'émission de nouvelles idées au sein de toutes les générations et des réseaux des diasporas. Certains projets récents répondent au souhait des jeunes générations de produire un impact tout en générant un retour sur investissement grâce à l'esprit d'entreprise. [MEET Africa](#) soutient 140 jeunes entrepreneurs de la diaspora dans six pays africains. Les organisations diasporiques dirigées par des jeunes et travaillant avec les Etats sont confrontées à des défis supplémentaires, parmi lesquels un accès et une représentation limités, une dynamique et des perceptions de pouvoir ainsi qu'un manque de ressources et d'appui.

Autres obstacles sont le **caractère bénévole de l'engagement des diasporas** ainsi que le **manque de ressources**. L'engagement bénévole est susceptible de constituer un risque sérieux pour la santé des membres de la diaspora qui peuvent, notamment se désengager suite à un burnout, ce qui contraste avec les attentes en matière de résultats professionnels des Etats et d'autres parties prenantes, rendant nécessaire le développement des capacités et la professionnalisation, par exemple en savoir-faire financier, et la monétisation de la participation.¹⁸ Tous deux limitent la portée, l'ampleur et la continuité de l'engagement, ce qui fait de la durabilité à long terme un véritable défi. Il est souvent de plus en plus difficile pour les organisations diasporiques dirigées par des jeunes d'avoir accès à des sources de financement.

Par ailleurs, la durabilité de l'engagement des diasporas est entravée par l'**absence d'un environnement propice**. La mise en place d'un environnement propice et d'un système judiciaire opérationnel garant d'une résolution impartiale des conflits sont autant d'éléments cruciaux qui réduisent le coût induit par

¹⁸ Cf. conclusions de l'étude menée par la FIDA sur [les pratiques de la diaspora malienne et ses préférences en matière d'investissement dans son pays d'origine](#).

la conduite d'affaires dans son pays d'origine et instaurent un climat de confiance à même de stimuler les investissements des diasporas. Etant donné que les diasporas fonctionnent souvent au niveau régional et communal, les Etats peuvent soutenir les efforts de décentralisation et mettre en place un cadre juridique dans lequel les diasporas peuvent fonctionner plus efficacement. Une autre priorité devrait être de favoriser la participation active de la diaspora par le biais d'initiatives élaborées et (co-)dirigées par des membres de la diaspora. Le gouvernement du pays de destination peut lui aussi inciter sa diaspora à apporter une contribution à son pays d'origine. En effet, l'existence d'un environnement hostile envers les immigrants où prévalent racisme, xénophobie et discrimination n'incite pas la diaspora à exploiter tout son potentiel. Il est donc important de garantir les droits et de s'engager en faveur de conditions de travail décentes et d'une intégration socio-économique.

Le gouvernement du pays de destination peut intégrer la diaspora dans le dialogue et la planification de la politique de développement. En Italie, la loi sur la coopération au développement reconnaît la contribution apportée par sa diaspora dont un représentant siège au Conseil national pour la coopération au développement. Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) intègre les organisations diasporiques dans plusieurs discussions, parmi lesquelles le dialogue annuel sur la politique en matière de développement durable, et il les consulte au sujet de stratégies politiques comme la *stratégie sur la coopération au développement en Afrique*. Le ministère français des Affaires étrangères contribue depuis 2002 à la structuration des organisations diasporiques, notamment via la création du Forum des organisations issues des diasporas (FORIM) qui rassemble plus de 1.000 organisations de solidarité, soutient des projets mis en œuvre par des acteurs locaux dans plus de 35 pays et a bénéficié à plus d'un million de personnes depuis ses débuts.

Enfin, **les tensions entre les organisations diasporiques et les communautés locales** dans le pays d'origine peuvent représenter un défi qui nécessite de trouver un équilibre entre le travail avec des organisations diasporiques et les communautés locales au sujet des besoins en matière de développement. Cela peut passer par une visibilité accrue de la contribution apportée par la diaspora à la communauté locale, par un dialogue facilité et par une compréhension culturelle entre la diaspora et la communauté locale pour lutter directement contre le racisme et la xénophobie, et par la promotion de partenariats. Qui plus est, il est essentiel d'aider les diasporas à répondre aux besoins des communautés locales, notamment en les aidant à estimer leurs besoins, tout en encourageant l'appropriation locale du processus.

3. Principaux enjeux : aspects prioritaires du débat politique

3.1 La diaspora en temps de crise

Elles n'ont jamais été aussi nombreuses qu'aujourd'hui à vivre en situation de crise : plus d'1,2 milliard de personnes résident dans des zones touchées par des conflits tandis que 4,2 milliards ont été victimes de catastrophes ces 20 dernières années. En outre, plus de 110 millions de personnes ont été déplacées de force et 71 millions d'habitants de pays en développement sont tombés dans la pauvreté à cause de l'inflation mondiale des coûts de l'énergie et de l'alimentation provoquée par la guerre en Ukraine.¹⁹ Des solutions et des réponses intégrées, collectives et novatrices sont indispensables en temps de crise.

On assiste à une prise de conscience accrue du rôle déterminant joué par les diasporas en temps de crise.

Le rôle des diasporas en temps de crise est apparu au grand jour pendant la pandémie de la COVID-19 et les tremblements de terre au Maroc et en Türkiye, et les diasporas agissent encore aujourd'hui dans les conflits au Soudan, en Syrie et Ukraine. Ainsi, par exemple, si la diaspora arménienne a eu recours aux

¹⁹ [PNUD, Réponse aux crises du PNUD, 2022.](#)

outils numériques pour des sessions médicales durant la pandémie de la COVID-19, dans d'autres pays les réseaux de professionnels appartenant à la diaspora ont mis au point des initiatives transnationales qui fournissent une aide et un soutien techniques au système de la santé.²⁰ En coordination avec leur réseau consulaire, la diaspora turque a apporté son soutien aux régions et populations concernées tandis que plusieurs communautés diasporiques des pays voisins se sont mobilisées lors des importants mouvements de réfugiés en provenance d'Ukraine pour mettre à leur disposition hébergement, emploi et documentation, lever des fonds et collecter habits et produits alimentaires.²¹ Par ailleurs, des initiatives telles que la [Plateforme pour la reconstruction de l'Ukraine](#) mise en place par le gouvernement allemand facilite le partage d'informations et le réseautage.

Le rôle des diasporas en temps de crise n'est pas unidimensionnel ; au-delà des envois de fonds, les diasporas s'évertuent à faire parler de la crise, à encourager la production de connaissances, à mobiliser les ressources et à partager les connaissances, à engager une action humanitaire et à promouvoir les efforts de construction de la paix et de reconstruction avant, pendant et après la crise.²² Les crises exigeant une réponse rapide et concertée, les diasporas se sont avérées être des partenaires stratégiques, **leur savoir et connaissances des lieux** leur permettant de réagir rapidement et efficacement. Ce sont elles en effet qui sont en contact avec leurs familles et les communautés touchées et qui peuvent soulever et distribuer les fonds avec efficacité. En réponse à la crise que traverse le Soudan, l'organisation de conseil et de recherche Shabaka dirige la [Sudan Crisis Coordination Unit](#) qui facilite la coordination des ressources et des efforts parmi les différents groupes et réseaux qui englobent les organisations diasporiques, les agences d'aide humanitaire, les organisations locales de la société civile et les agences gouvernementales afin de répondre efficacement à la crise et de maximiser l'impact des ressources disponibles.

Leur communication, leur travail et leur coordination sont facilitées par l'utilisation des plateformes numériques (réseaux sociaux inclus).²³ En outre, certaines organisations diasporiques ont assuré un rôle de médiateur lors des processus de paix, des négociations et de la reconstruction après conflit.²⁴ De même, on constate un intérêt croissant pour le rôle que jouent les diasporas académiques et scientifiques en temps de crise en proposant des solutions novatrices pour le transfert de connaissances et l'éducation, notamment en fournissant des perspectives de formation ou éducation aux étudiants qui s'engagent à rentrer chez eux.²⁵

Les gouvernements devraient encourager l'implication de la diaspora dans les réponses axées sur le développement apportées aux crises.

Les stratégies de collaboration et les mécanismes de coordination sont fortement dépendants de l'existence d'un climat de confiance mutuelle et de partenariat. A cette fin, les mécanismes institutionnels et la mise en œuvre d'interventions à long terme, dont les processus de relèvement, constituent des mesures importantes d'instauration d'un environnement propice. **Les diasporas peuvent en outre contribuer au nexus humanitaire-développement-paix** ; en effet, leurs interventions ne se limitent pas à l'action humanitaire mais s'appuient sur les droits, notamment un travail décent et l'égalité des genres. Etant donné que les diasporas sont divisées et sont influencées par les conflits régnant dans leur pays d'origine, leur rôle en temps de crise peut se trouver facilité par une meilleure identification avec leurs intérêts, leurs conditions de vie réelles et les besoins. Toutefois, les Etats se retrouvent face à un dilemme

²⁰ [OIM, Les diasporas globales réagissent à la crise COVID-19, 2020.](#)

²¹ [PNUD, Beyond remittances: diasporas play a key role in crisis-response, 2022.](#)

²² [Shabaka, l'engagement de la diaspora en temps de crise, 2021; OIM, 2023, Framework for Diaspora Engagement in Humanitarian Assistance.](#)

²³ [Facilité mondiale de l'UE pour la diaspora, l'engagement de la diaspora en temps de crise, 2021.](#)

²⁴ [United Nations Peacemaker, Eastern Sudan Peace Agreement, 2006.](#)

²⁵ [Ukrainian Global University.](#)

de poids lorsqu'il s'agit d'évaluer le potentiel à long terme de l'engagement de leur diaspora. La dynamique du conflit associée aux intérêts en évolution constante des communautés diasporiques et à leur engagement ne fait qu'ajouter à la complexité de l'évaluation. Parallèlement, le rôle des femmes membres de la diaspora en temps de crise, dans le cadre du **nexus humanitaire-développement-paix**, mérite d'être étudié de manière plus détaillée et avec une attention accrue.

3.2 Utiliser les outils numériques pour tirer profit de l'engagement de la diaspora

Ces dernières années, le monde a connu des avancées sans précédent dans la numérisation, provoquant ainsi un bouleversement dans la manière dont les gens communiquent, se connectent et interagissent. La pandémie de la COVID-19 a fait office de catalyseur en révélant l'énorme potentiel de l'utilisation des outils numériques mais également la fracture numérique qui persiste. Les territoires qui fournissent un accès ont connu un développement numérique qui a ouvert de nouvelles perspectives aux membres de la diaspora en leur permettant de rester connectés à leur pays d'origine grâce à ces outils novateurs et de mieux contribuer au développement durable. Cela vaut en particulier pour les jeunes, adeptes des réseaux sociaux et autres plateformes numériques.

Les outils numériques peuvent favoriser la mobilisation de la diaspora.

Grâce aux plateformes numériques, les membres de la diaspora restent connectés, entre eux et avec leur pays d'origine. Le **transfert de connaissances** est l'un des principaux domaines par lequel passe la mobilisation de la diaspora facilitée par les outils numériques. Communication et collaboration sont facilitées par les plateformes numériques telles que les réseaux sociaux, les forums en ligne ou les outils de visio-conférence, ce qui permet aux membres de la diaspora de partager leur savoir-faire, leurs compétences et leur expérience. Ils s'en servent pour diffuser les bonnes pratiques, proposer un tutorat et un accompagnement aux entrepreneurs locaux ou encore proposer des programmes de formation, dans certains domaines de compétences bien précis. Les plateformes numériques facilitent l'accès aux soins de la santé, ne serait-ce que parce qu'elles proposent des services de télémédecine. Ainsi, par exemple, l'organisation caritative *Arian Teleheal* permet aux médecins travaillant dans des zones de conflit et dans des territoires aux ressources limitées de collaborer avec des spécialistes du monde entier grâce à des technologies courantes comme les smartphones, la messagerie instantanée et les visioconférences.

Les Etats peuvent en outre se servir des plateformes d'apprentissage numérique pour aider leur diaspora à renforcer ses capacités ; c'est le cas du Mexique, dont les plateformes numériques gouvernementales ont été utilisées comme outil de formation à l'entrepreneuriat dans le cadre du *programme consulaire d'entrepreneuriat pour les femmes mexicaines à l'étranger* et pour former à l'inclusion financière dans le cadre de la *semaine de l'inclusion financière des Mexicains de l'étranger*. *Sobre los Márgenes*, organisation dirigée par des jeunes, a lancé une [initiative pour les réseaux sociaux](#) afin de partager les connaissances sur les mouvements féministes parmi les jeunes des pays arabes et les jeunes membres de la diaspora résidant en Espagne. L'**Unité de la diaspora guyanaise** vient d'intégrer l'engagement de la diaspora dans les efforts de numérisation de l'Etat, améliorant par là-même ses services à la diaspora et la communication avec celle-ci.

Il existe un autre domaine où l'on peut tirer profit des outils numériques, celui du **plaidoyer, de la sensibilisation et de l'organisation**. Les plateformes numériques peuvent aider les membres de la diaspora à sensibiliser sur les défis du développement dans leur pays d'origine et à mobiliser les aides en faveur de causes ou d'initiatives précises. Les campagnes menées sur les réseaux sociaux peuvent ainsi servir à parler de problèmes en lien avec l'éducation, la santé, les droits humains et l'environnement tout en aidant à promouvoir des réformes ou des projets politiques spécifiques. Les plateformes numériques

peuvent associer de multiples fonctionnalités. Citons l'exemple de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de sa [plateforme iDiaspora](#) qui sert de pôle de collaboration et propose des ouvertures pour les échanges de connaissances et la participation active tout en amplifiant les perspectives des communautés de la diaspora dans le développement et l'humanitaire et attire l'attention sur le capital économique, social et culturel des diasporas. En République de Moldavie, le bureau chargé des relations avec diaspora a lancé la plateforme de communication en ligne [eMoldovata](#) qui fait la promotion de l'engagement de la diaspora, des services d'information, de la mobilisation du savoir-faire et du transfert de compétences ainsi que de la participation active dans le développement du pays.²⁶ Autre exemple, la plateforme [RePatriot](#) qui publie des offres d'emploi et d'investissement et favorise le réseautage par le biais d'une application.

Les outils numériques peuvent aussi être utilisés pour les investissements de la diaspora et le **financement participatif de projets de développement locaux** et pour encourager **et la diaspora et les communautés locales** à apporter leur contribution. Avec les plateformes de financement participatif, les membres de la diaspora mettent leurs ressources en commun, collaborent avec la population locale et soutiennent le développement dans leur pays d'origine d'une manière systématique et en toute transparence, instaurant par là-même un climat de confiance et de cohésion sociale. Cela peut être particulièrement propice aux initiatives de moindre envergure qui peinent à attirer des sources de financement traditionnelles ou aux projets à la composante communautaire marquée. Citons comme exemples [WIDU.africa](#), financé par BMZ et mis en œuvre par GIZ, et la [plateforme de financement participatif Babyloan](#) du FIDA au Mali.

Il est possible d'utiliser plus efficacement les outils numériques pour tirer profit de l'engagement de la diaspora.

Les gouvernements peuvent renforcer l'utilisation des outils numériques en créant des plateformes d'investissement numériques grâce auxquelles les membres de la diaspora investissent dans des projets de développement ou des entreprises spécifiques dans leur pays d'origine, établissent des guichets uniques virtuels qui s'adressent à la diaspora en ligne, organisent des hackathons, des défis novateurs ou des concours de start-ups visant spécifiquement les communautés de la diaspora et coordonnent des échanges culturels virtuels. Les outils numériques peuvent en outre servir à rationaliser la communication et les services gouvernementaux avec la diaspora avec, à la clé, une diminution de la bureaucratie et une transparence accrue dans les mesures gouvernementales, ce qui permet aux membres de la diaspora de suivre les progrès.

Toutefois, les outils numériques ne sont pas toujours une panacée, car leur efficacité dépend de toute une série de facteurs tels que l'accès à la technologie, la politique consistant à « ne laisser personne de côté », la présence d'infrastructures numériques publiques, la maîtrise du numérique et la sensibilité culturelle ainsi que l'appropriation nationale. Les effets d'une aggravation de la fracture numérique doivent rester présents à l'esprit. Dans ce sens, l'amélioration des infrastructures numériques tels que l'accès haut débit et la connectivité mobile peuvent permettre aux membres de la diaspora de s'engager plus facilement auprès de leur pays d'origine. Les Etats peuvent investir dans l'agrandissement et la modernisation des infrastructures numériques afin d'atteindre des territoires mal desservis et de mettre en œuvre des politiques visant à réduire les coûts des services numériques pour les rendre plus accessibles à tout un chacun. Ce faisant, les initiatives doivent tenir compte des besoins et défis uniques des groupes marginalisés ou sous-représentés au sein des diasporas et privilégier expressément le principe de l'inclusion dans les efforts de participation des diasporas.

Gouvernements et autres parties prenantes peuvent mettre en route des programmes d'éducation financière qui s'adressent à la diaspora et aux communautés dans le pays d'origine ; ces programmes

²⁶ [PNUD, Engaging diasporas in local development: An operational guide based on the experience of Moldova, 2020.](#)

englobent les compétences numériques fondamentales, la sécurité en ligne et l'utilisation des outils numériques dans la mobilisation. Les personnes qui s'y connaissent moins bien dans le domaine numérique peuvent se perfectionner dans l'utilisation de ces outils à l'aide de tutoriels.

Par ailleurs, les gouvernements devraient mettre en œuvre de solides mesures de cybersécurité dans le but d'assurer un usage sûr des outils numériques et de garantir que les données personnelles des membres de la diaspora soient traitées en toute sécurité et transparence tout en établissant des mécanismes de remontée d'informations dans le but d'améliorer sans cesse la sécurité et l'efficacité de ces outils. Travailler avec des entreprises du secteur privé, notamment des commerces en ligne ou des compagnies de technologie et des plateformes de réseaux sociaux, peut contribuer à soutenir davantage l'utilisation des outils numériques pour l'engagement de la diaspora.

3.3 Mobiliser la diaspora en faveur de l'action climatique

Le changement climatique est l'une des questions les plus urgentes de notre époque. Agir contre le changement climatique signifie réduire les émissions de gaz à effets de serre, assurer la transition vers des sources d'énergie propres et durables, conserver les écosystèmes naturels et adopter un comportement résilient. Les mesures en faveur du climat représentent en outre une occasion unique de stimuler l'innovation, créer des emplois verts et promouvoir le développement durable.

*La participation des diasporas dans l'action climatique durable reste limitée.*²⁷

Si les effets du changement climatique sur la mobilité humaine sont connus désormais, les diasporas pourraient jouer un rôle significatif dans la promotion de mesures durables en faveur du climat ainsi que dans l'aide aux efforts d'adaptation et d'atténuation. Plusieurs événements multilatéraux ont abordé la question du rôle que jouent les diasporas dans les mesures en faveur du climat, notamment le Forum d'examen des migrations internationales à New York, en 2022, le Sommet mondial de la diaspora à Dublin en 2022 et le GFRID 2023 à Nairobi, sans oublier les trois éditions du Future Forum de l'EUDiF.

Les envois de fonds peuvent contribuer à soutenir les efforts de résilience, d'atténuation et d'adaptation dans les pays d'origine²⁸, mais les diasporas ont un rôle bien plus important à jouer en tirant profit de leur expertise, de leurs réseaux et de leurs ressources en matière d'action climatique. En effet, beaucoup de membres de diasporas ont souvent des points de vue inédits en matière de changement climatique mais disposent en outre des compétences très utiles et des relations internationales directes qui aident à susciter une prise de conscience au sujet de l'environnement tout en adoptant une position de soutien passant par la communication et la coopération interculturelles. Les diasporas peuvent concevoir et mener des projets qui concernent le changement climatique, par exemple pour trouver des solutions d'accès à l'eau et aux sources d'énergie durables. La diaspora philippine participe ainsi à plusieurs projets d'adaptation au changement climatique aux Philippines, notamment à des projets de reforestation et d'installation de panneaux solaires dans les communautés rurales ainsi qu'à des transferts de connaissances sur la durabilité environnementale et le financement de la lutte contre le changement climatique de la part de la diaspora philippine ([mesure de l'EUDiF auprès du conseil local et de l'université nationale de Palawan](#) par exemple). Autre exemple, le financement par la diaspora en collaboration avec l'OIM du modèle de financement du *projet Bahay Matibay* dans le cadre duquel les organisations diasporiques nouent un partenariat avec un organisme local de microfinance afin de soutenir la mise en

²⁷ Cf. : [FIDA, Groupe de la Banque mondiale, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement 2023. Rapport sur les résultats, 2023.](#)

²⁸ [FIDA, Groupe de la Banque mondiale, Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Forum mondial sur les envois de fonds, l'investissement et le développement 2023. Rapport sur les résultats, 2023.](#)

conformité, la réparation et la reconstruction aux Philippines. Le [Programme Diaspora Home Succeeds \(DAR 1+3\)](#) en place dans la République de Moldavie a généré un financement en faveur d'initiatives en matière d'efficacité énergétique mises en œuvre par les pouvoirs publics locaux en partenariat avec la diaspora.

En abaissant les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire et en améliorant l'accès aux soins de la santé et à l'éducation, les investissements des diasporas peuvent contribuer à diversifier les moyens de subsistance, favoriser la résilience et réduire la pression que subissent les communautés locales. Au Sénégal, l'investissement de la diaspora contribue à transformer les communautés rurales en renforçant leur résilience aux risques climatiques et en rompant le cycle de la migration.²⁹ Les investisseurs de la diaspora soutiennent en outre la résilience climatique dans les communautés locales vivant de l'agriculture, secteur particulièrement vulnérable aux risques climatiques, en particulier dans les pays où nombreux sont les petits exploitants de ferme et d'éleveurs qui vivent du minimum vital. Une [étude de la FIDA](#) a révélé que 83% des répondants de la diaspora malienne préfère investir dans des projets agricoles. En Somalie, la FIDA et Shuraako ont lancé le [Fonds SomaliAgriFood](#) ; il s'agit d'un fonds de démarrage de contrepartie qui propose aux Somaliens ayant réussi à investir dans des petites et moyennes entreprises de l'agrobusiness (pêche, agriculture, transformation des aliments, conditionnement, installations d'entreposage frigorifique et bétail). Une étude de l'EUDiF a décelé plus de 15 initiatives liées aux investissements de la diaspora dans le secteur vert.³⁰

Les diasporas jouent un rôle crucial dans le dialogue et l'engagement politiques car elles sensibilisent au changement climatique et pressent les gouvernements et les autres acteurs internationaux à agir. L'initiative de l'OIM [Diaspora pour l'action climatique \(D4C\)](#), en cours en Albanie, au Bangladesh, au Ghana et en Jamaïque, entend favoriser l'action climatique au niveau international dans les pays d'origine en ouvrant de nouvelles perspectives de dialogue et de collaboration entre les diasporas et les parties prenantes nationales, en particulier dans les domaines prioritaires soulignés dans les documents stratégiques comme les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et les plans nationaux d'adaptation (PNA).

Les diasporas entretiennent souvent des liens étroits avec leurs réseaux, ce qui leur permet de tirer parti de leurs ressources pour soutenir les initiatives de lutte contre le changement climatique. Les initiatives des diasporas dirigées par des jeunes ainsi que les influenceurs ont lancé des initiatives et des campagnes afin de susciter une prise de conscience sur le changement climatique tout en faisant la promotion de la durabilité et de la justice. Le projet français Génération Climat du FORIM soutient les initiatives des jeunes issus d'un milieu de migrants qui visent à lutter contre le changement climatique, en France et dans leur pays d'origine (ou celui de leurs parents). Les femmes des diasporas peuvent elles aussi jouer un rôle clé dans le soutien du programme de la lutte contre le changement climatique. Lancée par deux femmes indiennes vivant en Allemagne, l'initiative *PowerSouth* vise à mettre en place des relations plus équitables entre les pourvoyeurs de ressources, les responsables de la mise en œuvre et les entrepreneurs en faisant la promotion de l'inclusion et de la justice entre hommes et femmes pour que les femmes marginalisées prennent leur destin en main dans l'action climatique. L'EUDiF a soutenu [une mesure prise par le Mexique](#) qui facilite le transfert de connaissances entre le Mexique et l'Europe et pour laquelle des universitaires de la diaspora ont fait office de catalyseurs afin de développer conjointement une boîte à outils pour éduquer les citoyens au changement climatique et à l'économie circulaire et une autre mesure menée avec le [FORIM](#) sur la transition écologique et les adaptations au changement climatique.

²⁹ Plateforme pour la gestion des risques agricoles, FIDA, Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, [Utiliser les envois de fonds pour gérer les risques agricoles : le cas du Sénégal](#), 2020.

³⁰ [EUDiF, Diaspora engagement initiatives on Green initiatives, n.d.](#)

De plus amples efforts sont nécessaires pour mettre au point des cadres, politiques et programmes qui puissent débloquent les relations internationales des diasporas et accélérer l'atténuation et l'adaptation des changements climatiques. Les décideurs politiques doivent créer un environnement propice qui permette à la diaspora de soutenir les mesures en faveur du climat et de créer les conditions nécessaires pour mettre en place des sources complémentaires de financement de la lutte contre le changement climatique au niveau national. Les campagnes de communication, les réseaux de pair, les ONG et les organisations de la société civile peuvent aussi jouer un rôle de poids pour faciliter les échanges sur les techniques d'adaptation efficaces, soutenant par là-même ces efforts. Enfin, les programmes climatiques doivent être inclusifs de manière à ce que les membres de la diaspora aient l'occasion de nouer des relations et de bâtir des réseaux en vue de prendre des mesures en faveur du climat dans leur pays d'origine.

Il existe plusieurs stratégies à mettre en œuvre pour améliorer les contributions de la diaspora en faveur d'une action climatique durable.³¹

Renforcer les contributions de la diaspora envers une action climatique durable nécessite une approche multidimensionnelle qui englobe développement des compétences, financement, données et reconnaissance. Les Etats devraient adopter des approches spécialisées et sectorielles lorsqu'ils appliquent des actions concrètes dans le but de faire face à l'urgence climatique et d'y répondre. En adoptant une stratégie ciblée qui s'aligne sur des secteurs spécifiques et les défis y relatifs, il est possible de contribuer efficacement à atténuer les impacts du changement climatique et à renforcer la résilience.

Il est vital d'amorcer le dialogue avec les diasporas et de **renforcer leur capacité à contribuer à l'action climatique**. Cela signifie qu'il faut investir dans les plateformes de connaissances afin d'exploiter les aptitudes des diasporas et d'accroître leurs connaissances et leur prise de conscience sur la dynamique du changement climatique, et plus précisément sur ses effets différenciés, en fonction du genre. Cela passe par des programmes ciblés de sensibilisation, d'éducation et de formation visant à stimuler la prise de conscience au sujet du changement climatique et à promouvoir des pratiques et efforts durables que les Etats et les organisations internationales peuvent soutenir. Le projet marocain de l'OIM sur l'exploitation des connaissances de la diaspora soutient la diffusion et la mise en œuvre de pratiques agroécologiques pour la production durable de denrées alimentaires dans les régions du pays où les ressources sont rares. Qui plus est, il est crucial de renforcer les capacités de plaidoyer et de pression des organisations diasporiques de manière à ce qu'elles puissent jouer un rôle de premier plan sur la question lors des dialogues politiques en cours en permanence entre les Etats, les donateurs et la communauté internationale.

La participation de la diaspora peut être stimulée par le biais d'**outils novateurs et de mécanismes financiers** favorables aux initiatives sur le changement climatique comme, par exemple, les obligations diaspora, les véhicules d'investissement et les plateformes de financement participatif par le biais desquels la diaspora investit dans des projets et initiatives respectueux de l'environnement dans leur pays d'origine. Le [projet Afford au Ghana](#) se focalise ainsi sur la recherche et la conduite d'une plateforme de prêt participatif de la diaspora qui entend canaliser les investissements de la diaspora dans le commerce vert, ce qui lui permet d'être actrice de l'adaptation vers une économie verte et vers le changement climatique, et de financer jusqu'à cinq PME ghanéennes grâce à l'implication de centaines d'investisseurs membres de la diaspora. Les réseaux de la diaspora doivent eux aussi être parties prenantes pour que leur

³¹ Consulter également : Comdu.it & Zidicircle, [Diaspora-driven green partnerships – Curated practices from Comdu.it and Zidicircle](#), 2023; Gret, FORIM, EUDiF, [Mobilising the diaspora for the green transition: Ways to engage in the energy and waste sectors](#), 2022.

savoir-faire (sur des thèmes et dans des contextes précis) contribue au développement et au renforcement de la résilience.

Il est nécessaire de disposer de **données de meilleure qualité** ventilées par âge, genre et diversité et tenant compte de facteurs comme le statut socio-économique, l'éthnicité, la religion et le handicap si l'on veut mieux comprendre les exigences requises pour tirer parti des transferts de fonds et les diasporas en faveur d'une action climatique durable. Les Etats doivent élaborer des politiques qui encouragent et facilitent une participation significative des migrants et de la diaspora dans la planification et la programmation du changement climatique, que ce soit au niveau de l'environnement, de l'agriculture, de l'énergie, des transports ou autres secteurs connexes.

Il est indispensable de **reconnaître et de saluer la contribution apportée par la diaspora pour faire face aux changements climatiques** dans le but de promouvoir leur participation significative dans la planification et la programmation de la lutte contre le changement climatique. En mettant en exergue les réussites et en communiquant sur l'impact positif exercé par les membres de la diaspora sur la lutte contre le changement climatique, les Etats et les autres parties prenantes peuvent servir de sources d'inspiration et motiver d'autres personnes à agir ; campagnes médiatiques, prix et programmes de reconnaissance qui mettent en lumière les contributions de la diaspora en faveur d'une action climatique durable peuvent aider à y parvenir. La présidence française du FMMD, la présidence ghanéenne du Forum sur la vulnérabilité climatique (CVF) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) organisent la première édition du [Prix Migrants pour le climat \(M4C\)](#), dont le but est de donner de la visibilité aux initiatives dirigées par ou, incluant et visant, les migrants et la diaspora et qui se caractérisent par une participation ferme à l'action climatique et à la durabilité environnementale. Le premier lauréat, le projet béninois [Projet Route De La Jacinthe D'Eau](#) est dirigé par l'organisation non-gouvernementale Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte -JEVEV.

Il est important d'encourager non seulement les initiatives nationales, mais aussi les **approches transnationales**. Sur proposition de la République du Togo, le 34^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine a décrété la période 2021-2031 comme étant la « *Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine* »³². Tous les Etats membres de l'Union africaine se sont engagés à travailler pour une meilleure participation de la diaspora africaine dans la solution des problèmes locaux, parmi lesquels les problèmes climatiques.

4. Questions directrices pour le débat de la TRG

Sur la base du contenu du document de travail et des processus de consultation du FMMD, quatre questions directrices ont été élaborées pour le débat lors de la table ronde dirigée par les gouvernements :

1. Comment une **collaboration accrue** entre gouvernements, diasporas et autres parties prenantes améliore-t-elle la contribution des diasporas envers le développement durable de leur pays d'origine tout en garantissant le leadership des femmes et des jeunes ?
2. Comment promouvoir la participation de la diaspora, notamment des femmes et des jeunes, en **temps de crise** et comment conserver leur soutien après la crise ?
3. Comment tirer profit efficacement des **outils numériques** pour stimuler la participation et la contribution de la diaspora tout en garantissant la sécurité, l'inclusivité et l'accessibilité ?
4. Comment débloquer le potentiel maximal de la diaspora, en particulier des femmes et des jeunes, pour mieux contribuer à l'**action climatique** ?

³² Cf. décision de l'Assemblée/AU/Déc. 807(XXXIV) du 7 février 2021.

Annex 1: Current initiatives and practices related to key issues

All roundtable members were asked to share practices through an online form. The annex presents the initiatives received.

Country / Region ³³	Title of the initiative	Main implementing organization/entity (other partners involved)	Key objectives/focus
Africa	African Diaspora Finance Cooperation	African Union	[Not available]
Africa	MEET Africa	Expertise France, GIZ (European Union, AFD)	Supports young entrepreneurs from the diaspora in their projects in 6 African countries
Argentina	Programa Raíces ("Roots Programme")	Ministry of Science and Technology (Ministry of Foreign Affairs)	Strengthen the country's scientific and technological capacities by fostering connections with Argentinean researchers and promoting their permanence or return
Argentina	SEAD (Servicio de Educación a Distancia- "Remote Education System")	Ministry of Education (Ministry of Foreign Affairs)	[Not available]
Armenia	Diaspora Engagement during COVID-19	Government of Armenia, Armenian diaspora	Manage the response and engagement with the Armenian diaspora and medical community using digital tools, organizing over 40 online medical sessions that connected medical professionals from the diaspora with professionals in Armenia
Armenia	iGORTS programme	Government of Armenia	Invite professionals from around the world to work in the Armenian public sector for one year
Bangladesh, Ghana, Jamaica, Moldova	Diaspora 4 Climate Action (D4C)	IOM UK, implemented together with IOM missions in the 4 target countries	Strengthen global climate action through diaspora engagement with their countries of origin
Belgium	DEPOMI (Deployment of migration policies at regional level)	Enabel, Belgian Development Agency	Support National Strategies on Migration, including the diaspora engagement one (SNMRE), at the regional level

³³ Countries mentioned are the main countries this initiative focuses on. In line with the focus of the paper, these are mostly countries of origin, even though some are also countries of destination.

Belgium	MBI (Maghreb – Belgium Impulse)	Enabel, Belgian Development Agency	Organization of a large communication campaign through a series of webinars aimed at Moroccan diaspora living in Belgium and who want to invest in their country of origin
Belgium	PAMMOD	Enabel, Belgian Development Agency	Facilitate the contribution of the Guinean diaspora in Africa and Europe to Guinea's socio-economic development by implementing a framework to ease their participation in sharing their skills, providing support, fostering learning, and engaging in exchanges with local Guinean entrepreneurs
Belgium	PEM – Pilot for Entrepreneurial Mobility	Enabel, Belgian Development Agency	Connect Senegalese and Ivorian small and medium entrepreneurs with European ones, including those from the diaspora, including specific modules for entrepreneurs from the African diaspora (e.g. access to funding, connection to Belgian/Senegalese/Ivorian entrepreneurial ecosystems, etc)
Benin, Ghana, Nigeria, Senegal	AFFORD Business Centre	AFFORD, Swiss Agency for Development and Cooperation	Provide funding and business development support to diaspora and local entrepreneurs and TVET institutions, including a business development accelerator, diaspora resource persons support, and grant financing for job creation
Benin, Ghana, Nigeria, Senegal	AFFORD Business Centre: Protecting and creating jobs and contributing to the economic recovery and long-term resilience of SMEs	AFFORD, Swiss Agency for Development and Cooperation, MDF Ghana, MDF Benin, EDC, CONCREE	Address MSMEs' financing and skills gaps by developing the online fundraising capacity of African diaspora investors (entrepreneurs and volunteers) and promote economic recovery and resilience following the COVID-19 pandemic by leveraging diaspora intervention and channeling diaspora assets into local economies
Benin, Ghana, Nigeria, Senegal	Capacity-building in online fundraising for diaspora investors (to support SMEs)	AFFORD (ICMPD)	Address the financing and skills gaps of MSMEs, developing the online fundraising capacity of African diaspora investors, through training on crowdfunding and crowd-lending to raise philanthropic and investment financing for MSMEs
Cameroon	[Not available]	ONG Un Monde Avenir	Collect information on the situation of the Cameroonian diaspora in host countries and advocacy with national institutions
Cameroon	Forum international des investisseurs de la diaspora ("International Forum of diaspora investors")	Ministry of Foreign Relations	Yearly space to promote the diaspora's economic integration
China	Regulatory framework for the protection of the rights and interests of overseas Chinese	Ministry of Foreign Affairs, The United Front Work Department of CPC Central Committee NIA	Ensure the protection of rights and interest of overseas Chinese through the Constitution of the People's Republic of China, Nationality Law of the People's Republic of China and the Law of the People's Republic of China on the Protection of the Rights and Interests of Returned Overseas Chinese and the Family Members of Overseas Chinese
Colombia	Con Pie Derecho ("On the right foot")	Venezolanos en Barranquilla	Inform about the migration regularization mechanisms in force in Colombia and the United States, combating human trafficking and migrant and support Colombian government and state entities in facilitating access to services and rights for people from Venezuela, to obtain the PPT, health affiliation, education, employment and entrepreneurship, housing, banking, among others

Egypt	Egypt Diaspora Initiative (EDI)	[Not available]	Raise issues of interest to Egyptians living abroad and voice their concerns; establish a close link between Egyptian communities all over the world and Egypt, cutting across political and religious affiliation, age and gender, and free of commercial interests and strengthen solidarity with Egypt among Egyptians in the diaspora
El Salvador	[not available]	Vice Ministry of Diaspora and Human Mobility of El Salvador	Create strategies for engagement and territorial work by appointing specialized personnel in diplomatic and consular representations
El Salvador	Writing History of #Diaspora activity	Vice Ministry of Diaspora and Human Mobility of El Salvador	Highlight the important role of the diaspora worldwide by collecting testimonies from Salvadorans around the world
Ethiopia	EUDiF capacity development action with the Wollo University	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and the Wollo University	Enhance Wollo University's capacities by piloting digital learning solutions in agri-food business and environmental informatics, including the development of an interdisciplinary e-curriculum, piloting and delivering new courses to students, and creating a custom Learning Management System (LMS) while training university staff and IT personnel to use it
Europe	Project for Entrepreneurial Mobility (PEM)	Enabel (AFFORD Europe, Awex (Agence Wallone à l'Exportation et aux investissements Étrangers), FIT (Flanders Investment and Trade); BondInnov, Hub Brussels)	[Not available]
France	"Les diasporas comme actrices du changement : le rôle des nouvelles générations et des femmes" (Diasporas as agents of change: the role of the new generations and women)	French Ministry for Europe and Foreign Affairs	Study on the involvement of young people and women from migrant backgrounds in the field of international cooperation.
France	"Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration" (PRA/OSIM) (Support programme for migration-related projects by International Solidarity Organizations)	Agence française de développement (AFD) / Forum des Organisations de Solidarité internationale issues des Migrations (FORIM)	Strengthen intervention capabilities, co-finance projects, and highlight migration's impact on development
France	"Recontres Internationales Sud" (International South Meetings)	Forum des Organisations de Solidarité internationale issues des Migrations (FORIM)	Strengthen the contribution of diasporas to the development of their countries of origin by providing a platform for dialogue and partnership between diaspora organizations, national institutions, civil society organizations, international agencies, and diplomatic institutions

France	AgroArte project in Saint-Denis. Agricultural exchanges here and there!	TEJE association, Les vents de la harvest, Forum des Organisations de Solidarité internationale issues des Migrations (FORIM)	Raise awareness among inhabitants of the services provided by nature (health, economy, etc.) to market gardening through to a vegetable garden and a nursery.
France	Choose Africa	Agence française de développement (AFD)	Supporting MSMEs and entrepreneurs in Africa
France	Climate Generation Project (PGC)	Forum des Organisations de Solidarité internationale issues des Migrations (FORIM)	Support initiatives of young people, especially migrants, to fight against climate change
France	DIASDEV	Agence française de développement (AFD) and the Caisse des Dépôts from France, Italy, Morocco, Senegal and Tunisia	Facilitating and securing financial flows from the diaspora (fund transfers, savings and investment), in Europe or on the African continent
France	" J2R - Jeunes des deux rives de la Méditerranée engages dans une citoyenneté ouverte sur le monde » (Young people from both sides of the Mediterranean committed to citizenship open to the world)	Agence française de développement (AFD)	Improve young people's in the Mediterranean understanding of the issues involved in solidarity and living together, encourage and develop their critical thinking and help them to learning about citizenship that is open to the world
Gambia	GK-Partners "Migration and sustainable development in The Gambia"	GK Partners (Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Basic Education, the Ministry of Finance, Central Bank of The Gambia, Diaspora Development Fund, The Rural Development Institute) Swiss Agency for Development and Cooperation	Contribute to the implementation of the Gambian Diaspora Strategy to mitigate the impact of the Covid-19 pandemic on the local economy and the most vulnerable populations

Gambia	National Diaspora Policy	The Gambian Diaspora and Migration Directorate under the Ministry of Foreign Affairs.	[Not available]
Gambia	Stake in the Nation forum	GKP, Swiss Agency for Development and Cooperation	Facilitate the contribution/participation of diaspora members in the forum through a hybrid format
Germany	"Diaspora against COVID-19" call (part of the PMD)	GIZ	Enable diaspora organizations to initiate small-scale projects for knowledge transfer on COVID-19 prevention and treatment
Germany	"Plattform Wiederaufbau Ukraine" (Platform for the Reconstruction of the Ukraine)	Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), (Ministry for Economic Affairs and Climate Action, Foreign Office, Ministry for Housing, Urban Development and Building, Ministry of Health, Secretariat hosted by GIZ)	Offer a space for information-sharing and networking for actors in Germany who are engaged in the reconstruction of Ukraine, including diaspora civil society actors
Germany	"Qualifizierungsinitiative für die syrische Zivilgesellschaft (QICS)" (Qualification Initiative for Syrian Civil Society) (commissioned by BMZ)	GIZ	Enhance the capacity of Syrian civil society actors within and outside of Syria to contribute to a peaceful and inclusive society in Syria
Germany	"Spunky Toonz" Animation studio (supported by PMD)	Diaspora member (supported by GIZ)	Produce entertainment content specifically tailored to create a climate and social awareness for Children
Germany	Digital Diaspora Dialogue series (part of the PMD , now MEG)	GIZ	Offer various online formats for dialogue with and within the diaspora, including regular 'Diaspora meets BMZ' events, which provide including updates and information to the diaspora on relevant changes and topics within development policy
Germany	Inclusion of diaspora in development policy dialogue and planning	German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)	Include diaspora organizations in dialogue around development policies and the design of development projects (e.g. Africa Development Cooperation Strategy, colloquium of diaspora women)
Germany	<i>PowerSouth</i> initiative (supported by PMD)	Diaspora members (supported by GIZ)	Create a more equitable relationship between the global (German/European) resource providers, implementers and entrepreneurs of environmental and sustainable initiatives in the Global south, with a focus on including women as leaders and decision makers in climate action

Germany	Programme 'Migration and Diaspora' (PMD), now 'Shaping development-oriented migration' (MEG) (commissioned by BMZ)	GIZ	Promote diaspora contributions to economic and social development through support for entrepreneurship, projects, and placements.
Germany	WIDU.africa (commissioned by BMZ)	GIZ	Improve employment and income potential of micro and small entrepreneurs in six African countries by cooperating with the African diaspora in Europe
Ghana	Boosting Green Employment and Enterprise Opportunities in Ghana (Ashanti and Western Regions)	AFFORD (on the Research and piloting crowdlending pilot); Other partners involved: SNV (the lead partner), UNCDF.	Research into diaspora engagement and piloting diaspora crowdlending platform to channel diaspora Investment into green businesses
Ghana, Nigeria	AFFORD Business Centre (ABC) Remitskills	AFFORD	Deliver skills and knowledge to entrepreneurs in the diaspora and countries of origin and vocational training schools through a digital platform, focusing on upskilling graduates in their vocational field and in line with labour needs, as well as providing them with new skills in entrepreneurship. It pools in skills-sharing from diaspora professionals to support the TVETs as well as the graduates.
Global	Building Trust, Mobilizing Resources and Ensuring Sustainability – Insights and Reflections Paper	IOM, iDiaspora, GRFDT, CISAN, and ADEPT	Summarizes insights, recommendations, and key highlights from the 2021 Virtual Global Diaspora Exchanges focused on Building Trust, Mobilizing Resources, and Ensuring Sustainability that explored best practices across regions and discussed concerns and opportunities in supporting diaspora empowerment
Global	Capacity building videos on Diaspora Engagement	IOM	Diaspora leaders showcase initiatives driving sustainable development in education, health, and entrepreneurship in their countries of origin. Video series features academics, diaspora members, and practitioners discussing diaspora engagement and developmental impact.
Global	Certificate programme on migration governance and diaspora engagement	Global Research Forum on Diaspora & Transnationalism (GRFDT), IOM- iDiaspora, CISAN, ADEPT	Certificate programme on migration governance and diaspora engagement which targeted diaspora actors and organizations

Global	Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development: A Handbook for Policymakers and Practitioners in Home and Host Countries	IOM, Migration Policy Institute (MPI)	Provides a step-by-step guide to the development of government policies and programmes to engage diasporas
Global	Development IEC materials	IOM, diaspora organizations	Raise awareness of DRR and BBS methodology by developing Information, Education, and Communication (IEC) materials that were then disseminated through networks
Global	Diaspora And Transnational Identities - An Analysis of Legal Frameworks And Policies	IOM	Focuses on the legal framework of diaspora engagement, evaluating the rights and opportunities available to diasporas in selected countries of origin and destination. It examines the understanding of the “diaspora” by governments, its reflection in national policies and legislation, the rights granted to diasporas, and the policies’ consideration of women’s role and participation in diaspora engagement.
Global	Diaspora Covid-19 relief	IOM	Support COVID-19 response and relief in the three selected countries and enhance the capacities to better support current and future humanitarian and development effort
Global	Diaspora Mapping Toolkit	IOM	Presents a systematic, comprehensive yet very flexible and agile approach to conducting diaspora mappings in differing contexts, allowing implementors to collect information about their diaspora communities in a systematic, comparative and holistic manner.
Global	Diaspora Module on the Global Migration Media Academy	IOM	Introduces the concept of diaspora, emphasizes its significance, and provides practical guidance on engaging with diaspora actors and amplifying their voices.
Global	Diaspora response to COVID-19 ³⁴	FAO, ADEPT	Supported countries of origin through COVID-19 awareness raising campaigns, knowledge and capital transfer, targeted support to the agricultural sector, and contributions to employment generation in agribusiness
Global	Diasporas And Their Contributions: A Snapshot Of The Available Evidence	IOM	Presents relevant data and trends on diaspora engagement, including estimations, contributions, current trends, and future opportunities.
Global	Diasporas at the forefront of social protection: impacts, dynamics, and future	iDiaspora and Routed Magazine	Explores how diaspora leaders and organizations contribute to informal social protection measures in areas like unemployment, pensions, family benefits, minimum resources, and health benefits; it emphasizes the importance of social protection systems for achieving Sustainable Development Goals and supporting individuals and families in various aspects of their lives.
Global	Empowering Global Diasporas in the Digital Era	iDiaspora and Routed Magazine	Showcases diasporas’ impactful initiatives during the pandemic and highlights the importance of digital platforms in their efforts
Global	EU Global Diaspora Facility (EUDiF)	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD),	Support diaspora engagement for development

³⁴ Also see: : [Diaspora make a difference in COVID-19 rural recovery - YouTube](#)

		funded by the European Commission (DG INTPA)	
Global	EUDiF capacity development action with FORIM	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and FORIM	Strengthen the capacities of certified support operators within diaspora networks under FORIM through the delivery of several trainings with topics including project management, management of public funds, communications, ecological transitions, solar energy, gender mainstreaming and stocktaking
Global	EUDiF Future Forum	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD)	Serve as a platform for discussions, collaborations, and knowledge sharing related to diaspora engagement and its impact on sustainable development by bringing together diverse stakeholders, including diaspora communities, governments, civil society, and international organisations.
Global	EUDiF knowledge hub on diaspora engagement	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD)	Provide a repository of knowledge and resources related to diaspora engagement for sustainable development developed by EUDiF and its partners
Global	GCM webinar series	Global Research Forum on Diaspora & Transnationalism (GRFDT) (Migrants Forum in Asia, Civil Society Action Committee; International Institute for Migration and Development (IIMAD); Cross-Regional Centre for Refugees and Migrants; Metropolis Asia-Pacific)	Depict the issues, strengths, and elasticity of diaspora engagement for new migrants, diasporas as well as with governments, homeland actors and the wider development community
Global	Global Diaspora Policy Alliance	IOM	Create a networked platform for expertise exchange, complementing existing facilities by prioritizing diaspora engagement in global development policies including specialized Technical Working Groups focused on climate action, youth, gender, health, and wellbeing
Global	Global Diaspora Summit Report	IOM	Summarize the key consensuses, insights, and practices discussed at the Global Diaspora Summit, as well as in the ongoing GCM review processes and contemporary literature on diaspora engagement, offering an overview of global progress towards GCM Objective 19 and providing reflections on how States can further advance this objective
Global	Global Diaspora Virtual Exchanges	Global Research Forum on Diaspora & Transnationalism (GRFDT), IOM- iDiaspora, CISAN, ADEPT, Global Research Forum on Diaspora and Transnationalism (GRFDT), Global Diaspora Confederation (GDC) and the Migration Youth and Children Platform (MYCP)	Bring together experts and stakeholders to address common challenges in transnational initiatives

Global	Global Diaspora Virtual Exchanges 2020	IOM	Provide a space for exchanging ideas and sharing best practices in response to the pandemic resulting in the development of a Joint Statement in Solidarity of Victims of Xenophobia caused by the COVID-19 pandemic, which garnered support from over 200 diaspora organizations as signatories
Global	Global Diasporas reacting to the COVID-19 crisis – Best Practices from the Field	IOM	Showcases the best practices of diaspora communities in Africa, America, Asia, and Europe during the COVID-19 crisis collected through Global Diaspora Virtual Exchanges facilitated by iDiaspora
Global	Global Forum on Remittances, Investment and Development (GFRID)	International Fund for Agricultural Development (IFAD), United Nations Secretary General’s Office of the Special Adviser on Africa (OSAA), World Bank	Discuss challenges and opportunities, present innovative initiatives and lessons learned, and promote recommendations on remittances and diaspora investment
Global	Guidelines to support Member States and other stakeholders in leveraging the economic contribution of diasporas to sustainable development in countries of origin	United Nations Network on Migration (UNMN)	Support Member States and other stakeholders in leveraging the economic contribution of diasporas to sustainable development in countries of origin, based on multi-stakeholder dialogue and assessment of existing diaspora-engagement initiatives and policies
Global	iDiaspora	IOM	Allow users to connect, learn and contribute through a digital platform
Global	iDiaspora Photo contest (part of iDiaspora)	IOM	Raise international awareness of the importance of cultural capital of global diasporas
Global	iDiaspora Stories (part of iDiaspora)	IOM	Inspire and motivate other leaders around the world to find ways to contribute, learn and connect with their diaspora communities from wherever they are through short video clips by diaspora leaders
Global	Impactful Skills, Effective Strategies and Innovative Tools	IOM, iDiaspora, GRFDT, GDC, MYCP	Discover how concrete strategies enrich communication skills, employ strategic techniques, and integrate novel tools to amplify the influence of transnational endeavours
Global	Regional Consultations: Towards the Global Diaspora Policy Alliance	IOM	Update key partners on the progress made during the consultative process aimed at establishing the Global Diaspora Policy Alliance
Global	Social media initiative	Sobre los Márgenes	Share knowledge about feminist movements among young people, both in Arab countries and youth diaspora members residing in Spain through a communication campaign, a poetry event, and a series of live discussions on social media covering topics such as decolonial and intersectional feminism, Islamic feminism, and women in sports
Global	SOPs for Shelter Actors and Diasporas	IOM	Enhance coordination through standard operating procedures (complete with document index, key processes) for Shelter Actors and Diaspora

Global	Startup Competition	GFMD Business mechanism	Invite app and software developers to submit proposals for innovative tools designed to reach and assist migrants
Global	Technical Working Group No.2: Diaspora Human Capital	IOM	Provide practical recommendations for enhancing and optimizing the impact of diaspora human capital contributions on both countries of origin and residence.
Global	The Future of Diasporas	IOM, iDiaspora and ADEPT	Presents insightful articles written by global experts dedicated to understanding diaspora engagement and promoting their contributions to sustainable development, emphasizing the value of collaboration across disciplines and geographic regions and the potential of diasporas for both countries of origin and residence
Global	Thematic Working Group No.1: Diaspora Economic Capital	IOM	Focuses on diaspora economic capital as part of a broader understanding of diaspora capital, examining interventions and collaborations between diaspora communities, countries of origin and residence, and other actors to unleash economic potential
Global	Thematic Working Group No.3: Diaspora Social Capital	IOM	Explores diasporas' political participation in ancestral and current countries, as well as civic engagement through civil-society organizations
Global	Thematic Working Group No.4: Diaspora Cultural Capital	IOM	Examines diaspora perspectives on identity and belonging to ancestral and current countries, including language preservation, cultural heritage, and engagement in national or religious customs and events
Global	Tripartite dialogue	ILO	Social dialogue includes negotiation, consultation and information exchange between and among governments, employers' and workers' organizations collective bargaining between employers/employers' organizations and workers' organizations; dispute prevention and resolution; and other approaches such as workplace cooperation, international framework agreements and social dialogue in the context of regional economic communities
Global	Young Diaspora Leaders Initiative (part of iDiaspora)	IOM	Empower young diaspora members by showcasing their experiences, ideas, and motivations
Guyana	EUDiF capacity development action with the Diaspora Unit of Guyana	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and the Diaspora Unit of Guyana	Support the Diaspora Unit of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation in Guyana, preparing the unit to advocate for the integration of diaspora engagement into national digitalization efforts while also developing its knowledge and skills in digital service delivery and skills transfer mechanisms.
Haiti, Philippine, Ukraine, Somalia	Framework for Diaspora Engagement in Humanitarian Assistance	IOM, Haiti Renewal Alliance (HRA)	Support more streamlined coordination among diasporas and institutional humanitarian actors, to promote more effective humanitarian assistance to affected people and communities worldwide
Haiti, Sudan, Syria	Switchboard	Shabaka	Connects diaspora across generations and networks to improve the reach and impact of diaspora humanitarianism, increase knowledge on diaspora humanitarian engagement and strengthen diaspora networks and bridge intergenerational divides
Haiti, Togo and Vietnam	EUDiF case study on mobilising the diaspora for the green transition	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), Gret and FORIM	Explores the diaspora's potential contributions to the energy and waste sectors in EU's partner countries (specifically Haiti, Togo and Vietnam), highlighting various ways the diaspora can contribute, including entrepreneurship, financial support, and advocacy.

Lebanon, Nepal, Nicaragua, Sudan, Ukraine and Zambia	EUDiF case study on diaspora engagement in times of crisis	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and Shabaka	Showcase the significant roles played by diaspora communities in providing humanitarian assistance and support during various environmental crises in their countries of heritage(Nepal, Nicaragua, Lebanon, Sudan, Ukraine and Zambia)
Lesotho	National Diaspora Policy	Ministry of Foreign Affairs and International Relations (IOM, Lesotho National Development Cooperation)	Maximize the diaspora's impact on Lesotho's development by fostering coordination and collaboration through dedicated diaspora forums and networks
Mali	Babyloan crowdfunding platform	International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Enable the Malian diaspora to contribute to the loan financing of young microentrepreneurs in Mali via a crowdfunding platform
Mali	Diaspora investment in Malian small-to-medium enterprises (2019-2024)	International Fund for Agricultural Development (IFAD), Investisseurs & Partenaires (I&P),, Fadev	Establish a dedicated capital impact investment solution for the Malian diaspora to invest in SMEs in Mali, including resource mobilization and training
Mali	L'Union des Ambassadeurs	Diaspora community	The association founded in Mali by repatriates offers support to young people from the diaspora to invest and settle in Mali
Mali	Study on Malian diaspora's practices and preferences of investment in their country of origin	International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Inform decision-makers about the potential and obstacles to investment by the Malian diaspora and orient their actions in favor of facilitating diaspora investment in Mali.
Mali	Study trips (related to above project)	International Fund for Agricultural Development (IFAD), Ciwara Capital, Investisseurs & Partenaires (I&P)	Organize study trips to Mali to accompany diaspora investor representatives to meet with companies in which to invest
Mexico	"Programa Consular de Emprendimiento para Mexicanas en el Exterior (PCEME)" (Consular Entrepreneurship Programme for Mexican Women Abroad)	Institute of Mexicans Abroad (IME)- Ministry of Foreign Affairs of Mexico	Train and provide technological tools for learning and creating a business abroad to Mexican women entrepreneurs through digital platforms.
Mexico	"Semana de Educación Financiera Integral para Mexicanos en el Exterior (SEFIME)" (Week of Financial Inclusion of Mexicans Abroad)	IME	Provide advice, guidance, workshops and activities on financial topics to the Mexican community abroad, using a hybrid format
Mexico	Concurso de Literatura para diáspora mexicana	IME	Promote literary creation by involving the Mexican community abroad, using social networks, emails and digital materials

	("Mexican Diaspora Literature Competition")		
Mexico	Encuentro Dreamers ("Dreamers Meeting")	IME	Strengthen "Dreamer's" personal and professional development through virtual meetings
Mexico	EUDiF capacity development action with Red Global MX (UK Chapter)	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and Red Global MX (UK Chapter)	This EUDiF initiative aims to harness knowledge transfer within the Mexican diaspora in the United Kingdom for climate change action. This partnership focuses on creating a structured scheme to facilitate the exchange of knowledge between academic diaspora members and Mexico. The specific areas of focus are climate change and circular economy education, leading to the development of a toolkit for citizen climate action.
Mexico	Online magazine "House of Mexico" ("Revista digital "Casa de México")	IME	Connect the Mexican diaspora through information about services, activities and actions
Mexico	Portal web e-sar	IME, Comisión Nacional del Sistema de Ahorro para el Retiro (CON SAR)	Carry out online procedures easily and securely
Mexico	Programa de Inmersión Cultural y Voluntariado ("Cultural Immersion and Volunteering Programme")	IME	Provide students of Mexican origin at universities and community colleges in the United States and Canada a cultural immersion experience in Mexico, fostering cultural ties
Mexico	Red Global MX ("Global Network MX")	IME	Brings together highly qualified Mexicans living abroad who are interested in promoting the development of our country, using digital resources
Mexico	Sin Fronteras ("Without borders")	IME, Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores (INFONAVIT)	Allow Mexican nationals living in the United States to make making payments or amortizations for Infonavit loans through a branch of the Infonavit offices in Mexico
Moldova	"Integrating the migration and climate change perspective into the National Adaptation Plan 2 and the Sectoral Adaptation Plan for Agriculture" Project	IOM Moldova	Integrate the migration perspective into climate change policies and the climate change perspective into migration policies
Moldova	"Moldova – Making the Most of Migration" Programme	Swiss Agency for Development and Cooperation (implementation partners: State Chancellery / Diaspora Relations Bureau; UNDP	Improve living standards for Moldovan people, benefitting from more inclusive, accountable, responsive, and evidence-based governance, as well as from increased participation of migrants / diaspora in their home country's sustainable development.

		Moldova; UNFPA (Moldova)	
Moldova	Diaspora Engagement Hub	Diaspora Relations Bureau within the State Chancellery	Support Moldovan citizens abroad in implementing their ideas and engaging the human and professional capital of the diaspora towards national and local socio-economic development
Moldova	Diaspora Home Succeeds (DAR 1+3)	Diaspora Relations Bureau within the State Chancellery	Harnessing diaspora investment potential for the development of their hometowns in various sectors, including energy efficiency and climate change
Moldova	DiasporaConnectPlatform	NGO Fortius	Serve as a 'LinkedIn for Moldovan Diaspora' (including around 1000 profiles) and to create a community of professionals and share knowledge related to various professional fields. Diaspora members can register in an online portal, create their profile to implement projects, organise trainings, exchange on the forum, look for partners and post job offers.
Moldova	eMoldovata Platform	Diaspora Relations Bureau within the State Chancellery, Swiss Agency for Development and Cooperation, IOM Moldova	Promote engagement, information services, mobilization of expertise and transfer of skills as well as active participation in the development of the country of origin through an online communication platform
Morocco	[Not available]	IOM	Leverage diaspora knowledge to support the spread and implementation of agricultural practices for sustainable food production in resource scarce areas of the country
Pakistan	[Not available]	IOM UK, IOM Pakistan	Improve diaspora access to DTM data about needs and displacements in Pakistan and facilitate knowledge exchange among diaspora actors, humanitarian actors and other local actors
Pakistan	Promotion of Decent Work Opportunities for the Economic Empowerment of Vulnerable Segments of Society	ILO (Government of Pakistan, Trade Unions Institute for Development Co-operation)	Promote job creation, social protection, and decent work by strengthening national capacities to eliminate exploitative labour practices, establishing a coordinated social protection system and engaging the Pakistani diaspora in Italy
Philippines	Bahay Matibay Project	IOM, LifeBank Foundation	Use diaspora remittances as a guarantor for microfinance loans through a collaborative diaspora financing model
Philippines	EUDiF capacity development action with the Palawan Council for Sustainable Development	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and the Palawan Council for Sustainable Development	Connect Filipino diaspora professionals in Europe with local authorities in Palawan, Philippines, focusing on knowledge transfer in three key areas: education for sustainable development, funding for climate adaptation, and project management for environmental projects

Portugal	National Program to Support Investment in Diaspora	Government of Portugal	Support Portuguese and Portuguese-speaking emigrants to invest or expand their economic activity in Portugal and national entrepreneurs who wish to internationalise their business through the diaspora
Portugal	Portugal for Ukraine	Government of Portugal	Combine in one place all the Portuguese State actions underway regarding the conflict in Ukraine, in terms of international action, sending humanitarian aid and the integration and hosting of displaced persons in Portugal
Portugal	Program of Support to Migrant Associations (PAAI)	The High Commission for Migration (ACM)	Support of projects and activities developed by immigrant associations to defend their own interests and promote intercultural exchanges
Romania	Loginro.com	N/A	Targets the IT-skilled Romanian diaspora
Romania	RePatriot	Romanian business leaders	Encourage the diaspora to start a business or invest in Romania by distributing job and investment opportunities and fostering networking through an app
Senegal	Agroecological Farming Collective Project in Diolofira Wolof Village	Association Nénétouti (Forum des Organisations de Solidarité internationale issues des Migrations, FORIM)	Establish an agroecological farming collective in Diolofira Wolof Village
Senegal	Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement, PAISD ("Support to diaspora initiatives for development")	French government	Promoting local, economic and social development and support productive investments from the Senegalese diaspora in France, Spain, Italy and Belgium
Somalia	Somali National Diaspora Policy	Ministry of Foreign Affairs	Develop the Somali National Diaspora Policy as a main tool for engaging the diaspora and enhancing their contributions
Somalia	SomaliAgriFood Fund	IFAD, Shuurako	Target the successful Somali matching their interest to invest with small and medium enterprises in agribusiness in Somalia on fishing, agriculture, food processing, packaging, cold storage facilities, and livestock
Sri Lanka and Ghana	EUDiF publication on diaspora-driven green partnerships	International Centre for Migration Policy Development (ICMPD), Comdu.it and Zidicircle	Highlights the role of diaspora communities in driving green partnerships, connecting resources, and expertise from countries of residence to benefit countries of heritage, focusing on practices from Sri Lanka and Ghana
Sudan	[Not available]	IOM UK, IOM Sudan, Shabaka	Increase the understanding of the Sudanese diaspora in the UK to inform effective diaspora engagement in response to the current crisis and humanitarian programming in Sudan, and to support reconstruction and sustainable development

Sudan	Sudan Crisis Coordination Unit (SCCU)	Shabaka	Facilitate the coordination of resources and efforts among various groups and networks, including diaspora organizations, humanitarian aid agencies, local civil society organizations and government agencies.
Switzerland / Bosnia and Herzegovina	BiH Diaspora Platform	Swiss Agency for Development Cooperation	Serve as a bridge-builder among the heterogeneous members of the BiH diaspora in Switzerland and between the two countries, facilitating partnerships, know-how transfer, and investments through a digital platform
Tunisia	PERSPECTIVES project	Swisscontact	Support Tunisia's efforts in managing youth professional mobility and diaspora engagement through a multi-stakeholder approach
Türkiye	[not available]	Government of Türkiye	Manage the humanitarian aid coming from the diaspora after the earthquake through coordination efforts, involving consulates and embassies worldwide
Uganda	Strengthening capacity to harness the positive effects of migration in Uganda ³⁵	FAO, in collaboration with the Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries and the Ministry of Foreign Affairs/Diaspora Department	Promote the role of migrants in the agrifood systems, empowering diaspora agripreneurs, and facilitating their investments and skills transfer, including the establishment of the Uganda Diaspora Agribusiness Network (UDAN) and the launch of a diaspora agribusiness award
United Kingdom	DEMAC – Diaspora Emergency Action & Coordination	Danish Refugee Council (DRC) (AFFORD, Berghof Foundation)	Increase engagement, visibility, and recognition for diaspora organizations within the humanitarian system
United Kingdom	Return of the Icons programme	AFFORD	Ensure the eventual return of looted African artefacts to their countries of origin through conversations around and human remains held by UK museums and other cultural institutions, highlighting programmes for their preservation and promoting campaigns
United States	Advisory Council on African Diaspora Engagement in the United States	United States	President Biden announced the inaugural members of the President's Advisory Council on African Diaspora Engagement in the United States

³⁵ See also: [Boosting the contribution of the diaspora to agribusiness in Uganda \(fao.org\)](#)

Annex 2: Summary of the thematic workshop “Enhancing diaspora contributions to sustainable climate action. Practices, challenges and opportunities”

The thematic workshop was organized by the Global Knowledge Partnership on Migration and Development (KNOMAD), the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) and the United Nations Development Programme (UNDP) within the frame of the Global Forum on Migration and Development (GFMD) France 2022-2023 Chair’s programme. It aimed to inform the discussions of GFMD Roundtable 3 on “Diasporas as actors of economic, social and cultural development”, focusing on how to unlock the full potential of diasporas to better contribute to sustainable climate action.

The workshop promoted the discussion and exchange of ideas to enhance exchange among a multiplicity of stakeholders to better understand the challenges and opportunities to create an enabling environment for diasporas to contribute to sustainable climate action; identify innovative practices to facilitate diaspora contributions to sustainable climate action in countries of origin; foster dialogue on solutions that unlock contributions of diasporas to sustainable climate action; and provide inputs for GFMD Roundtable 3 on diasporas as actors of economic, social and cultural development.

Three panellists (Brice Monnou from FORIM, Stella Opoku-Owusu from Afford and Aurelie Sgro from ICMPD) shared examples of existing initiatives related to diaspora engagement in climate action. FORIM’s “Generation Climate Programme” encourages young people to become active participants in the fight against climate change by converting organic waste into fuel briquettes, setting up recycling centres and reducing plastic waste in Benin. This new approach to waste management creates jobs, is socially beneficial and environmentally friendly, and raises awareness of climate change. In Ghana, Afford’s “Boosting Green Employment and Enterprise Opportunities” -Project aims to enable diaspora investment in green businesses in Benin through a crowdlending platform, with a focus on safety and security. Diasporas can also foster climate education among civil society, as was done through an EUDIF-supported initiative in Mexico, or enhance local knowledge on climate adaptation, for example in Palawan. This was followed by in-depth brainstorming and discussions on the main challenges or barriers in effectively harnessing diaspora contributions for climate action and solutions that aimed to further concrete solutions to unlock the full potential of diasporas to better contribute to sustainable climate action.

The workshop showed the significant role that diasporas play in promoting sustainable climate action and supporting adaptation and mitigation efforts. The initiatives presented illustrate the diverse range of engagement opportunities for the diaspora, including green investment, knowledge transfer, and advocacy. The emphasis on research highlights the importance of data-driven approaches to diaspora engagement.

Simultaneously, it underscored the need for stakeholders to collaborate in fostering an environment that empowers diasporas to make substantial contributions. Along these lines, the discussions highlighted the importance of capacity development. On one hand, there is a need to enhance the understanding of climate change language and terminology among diaspora members. This also extends to creating spaces that facilitate connections, exchanges, collaboration and learning among diasporas. However, the discussions also revealed the need for capacity building among governments, particularly at the local level, to effectively utilize the contributions of diasporas in addressing the climate crisis.

Dedicated funding streams are urgently needed to support diaspora engagement in climate action, as targeted funding is currently lacking. National governments can play a crucial role in supporting local and diaspora-led climate action by providing funding and technical support. They can also develop enabling policies and regulations, create platforms for dialogue and collaboration, and facilitate access to resources and opportunities. To effectively address climate change, governments must collaborate with diaspora groups and other stakeholders, including those from the private sector.

Climate action may not rank among the top priorities for diasporas, who often grapple with other pressing concerns related to their home countries. In addition, a lack of understanding of climate change language and terminology can pose a barrier to effective communication and participation. To overcome these challenges, it is essential to reframe climate action within the context of issues that have historically resonated with diasporas, such as livelihoods and job creation. Highlighting existing contributions that align with climate action goals, even if not explicitly framed as such, can help diasporas recognize their potential impact. Moreover, adopting simpler and more accessible language is crucial for fostering understanding and engagement.

Furthermore, flexibility is paramount in tailoring climate action approaches to the diverse needs and priorities of diaspora communities. This adaptability ensures that initiatives resonate with the specific contexts and interests of diasporas, fostering their meaningful participation and enhancing the overall effectiveness of climate action efforts.

To promote the representation of women and gender-diverse individuals in leadership roles and engage diaspora youth as part of innovative solutions related to climate action, a specific focus needs to be put on women and youth in these initiatives and these groups need to be better represented.